

Quel droit pour les chargés?

Le syndicat dénonce l'attitude gouvernementale qui va à l'encontre des décisions juridiques et de la législation du travail. La FNCTTFEL a donc annoncé plusieurs vagues de procès pour l'avenir, tout en précisant que ces procédures ne peuvent en aucun cas remplacer une décision politique. Le syndicat rappelle également qu'à son avis, les chargé-e-s ne volent aucun poste aux instituteur-trice-s. Selon son calcul, l'Etat devrait engager chaque année 230 à 280 personnes qualifiées pour ne plus avoir besoin de chargé-e-s. Le ministère étant loin du compte, les chargé-e-s travaillant actuellement pour l'Education nationale ne disparaîtront donc pas de sitôt. Autant leur donner des conditions de travail moins hasardeuses.

Cannabis et démocrates

Le Parti démocratique luxembourgeois a donc annoncé être en faveur d'une dépénalisation de la consommation du cannabis. Curieux qu'il se rallie à cette idée après avoir voté pour une nouvelle loi qui ne fait que réduire les peines possibles pour consommation de drogues douces à des peines d'argent. On est loin d'une dépénalisation. Pourquoi donc ce revirement de position tardif? Le chef de fraction du PD, Jean-Paul Ripinger, explique au woxx que c'est la faute du Parti chrétien-social: "Nous ne sommes qu'une moitié d'une coalition et le PCS n'a pas été prêt à suivre la voie de la dépénalisation, ce que je peux très bien comprendre." Le fait que le ministre de la Santé, Carlo Wagner, responsable pour l'élaboration de la loi sur les stupéfiants, soit membre du PD ne semble donc rien changer à la prédominance des opinions du PCS en la matière. Les démocrates plaident maintenant pour une réactivation de la commission spéciale stupéfiants, qu'elle invite donc à rediscuter une situation législative existant depuis quelques mois seulement.

EXPULSION

Vite fait ...

Vendredi dernier, trois personnes demandeuses d'asile ont été expulsées du Luxembourg. La détermination aveugle de l'Etat luxembourgeois en la matière est particulièrement visible dans un de ces cas.

(gk) - Il a la soixantaine et est Albanais. Sa famille est connue pour son opposition à l'ancien régime communiste. Après l'effondrement de ce dernier, d'anciens communistes se sont faits socialistes et sa vie reste en danger. Lors d'émeutes en juin 1997 son frère est tué dans un guet-apens. Il trouve une petite note, lui annonçant que ce sera bientôt son tour. Il vient alors en Europe pour demander l'asile, comme bon nombre de ses parents l'ont déjà fait avec succès.

Les trois dernières années, il a vécu au Luxembourg, tentant de prouver aux autorités qu'il est bel et bien victime de persécutions et en danger de mort dans son pays d'origine.

Mensonge contre l'ordre public

Le Grand-Duché lui prend les empreintes, grâce à quoi on découvre qu'il a déjà fait une demande d'asile en Allemagne. A l'époque, les autorités allemandes ne donnaient plus le statut de réfugiée politique aux Albanais-



ESCHER VERKEHR

Ehrgeizige Ziele

**Ihr neues Verkehrskonzept
hat die Escher Gemeinde
nun vorgelegt. Mehr Busse,
weniger Autos lautet die
Devisе.**

(ik) - Wer mit dem Bus fährt, soll es künftig besser haben. Das zumindest ist die erklärte Absicht des neuen Escher Verkehrskonzeptes, das Bürgermeisterin Lydia Mutsch und Verkehrsschöffe Felix Braz am vergangenen Mittwoch der Öffentlichkeit vorstellten. Bei dem Arbeitspapier handelt es sich um ein auf alle VerkehrsteilnehmerInnen abgestimmtes Gesamtkonzept: FußgängerInnen, RadfahrerInnen, Busse, Autos und der Schienenverkehr werden berücksichtigt.

"Es geht uns nicht um einzelne Maßnahmen", betont Verkehrs-schöffe Braz. Der in Zusammenarbeit mit drei Verkehrsplanungsbüros und einem unabhängigen Verkehrsplaner erarbeitete ganzheitliche Ansatz sei bewusst gewählt worden. "Die Teilbereiche sollen aufeinander abgestimmt sein und mit einander funktionieren." Deshalb habe man auch zunächst eine umfassende Erhebung durchgeführt.

unter Berücksichtigung der Bevölkerungsentwicklung und mit Schätzungen zum künftigen Verkehrsaufkommen. "Ich denke, das ist eine seriöse Basis", findet Bürgermeisterin Lydia Mutsch.

Hauptaugenmerk der geplanten Veränderungen gilt dem Busverkehr. Der Citybus soll künftig im Ringver-

es, sauf à ceux et à celles originaires du Kosovo. C'est pourquoi il avait prétendu être un Albanais du Kosovo. Mensonge qui aura bien des conséquences: l'Allemagne lui retire le statut de Genève d'abord accordé. Quant au Luxembourg, on peut y déclarer sa demande d'asile comme manifestement non fondée.

Il va devant les juges luxembourgeois, qui ne se prononcent plus que sur la forme: il a donné une fausse nationalité - pas au Luxembourg, mais à un autre Etat européen - et va donc être officiellement considéré comme "susceptible de compromettre l'ordre public". On ne peut ainsi pas lui faire la "faveur" d'une autorisation de séjour sur le territoire luxembourgeois.

Et on oublie le fond de la question: il vient d'une famille persécutée en Albanie. Encore en avril de cette année, un autre membre de sa famille a été victime d'un meurtre. D'autres pays membres de l'UE ont donné le statut de réfugié-e à plusieurs de ses parents. Au Luxembourg, deux d'entre eux/elles ont d'ailleurs réussi à être reconnu-es comme réfugié-e, mais seulement grâce à des décisions juridiques, les autorités ministérielles s'étant montrées plus strictes à leur égard.

Cette fois-ci, le juge ne casse pas la décision ministérielle. Dernier espoir: une demande de régularisation, qui a théoriquement des chances d'aboutir. Le jour où la décision relative à cet-

te demande devient officielle, la police l'embarque. Elle l'accompagne à la cellule de régularisation qui lui transmet un refus. L'argument du danger pour l'ordre public reste valable à ce niveau. On sort alors de son dossier une décision de "mise à disposition" signée le 20 juillet par le ministre de la justice, donc des mois avant la décision définitive de la cellule.

En prison et puis hop

Les policiers le mettent immédiatement en prison, puis, qu'on suppose qu'il y a danger de fuite. Aussitôt son avocat organise un traducteur, qui devra l'accompagner le lendemain pour voir son client. Lorsqu'il téléphone donc, vendredi dernier, afin de demander une autorisation officielle, nécessaire pour que le traducteur puisse entrer au centre pénitentiaire, on lui annonce que son client a déjà été mis dans un avion en direction de l'Albanie. Impossible d'expulser plus rapidement que ça.

Sa femme n'a pas été expulsée avec lui. Elle veut quand même suivre son époux. Mais elle apprend que, le soir même de l'arrivée de son mari en Albanie, celui-ci a disparu.

kehr und mit kürzeren Taktzeiten fahren. Auch eine verbesserte Anbindung der umliegenden Stadtteile an das Zentrum ist vorgesehen. Neue Linien und die veränderte Streckenführung sollen dabei helfen, dass EscherInnen von ihren Wohnungen aus nur maximal 250 Meter bis zur nächsten Bushaltestelle gehen müssen. Geschätzte Mehrkosten allein beim Citybus: 16 Millionen LUF.

Diese und andere Maßnahmen (bessere Fahrgastinformation, 24-Stundenticket, Vorfahrt für den Busverkehr) sollen vor allem eines: den öffentlichen Transport attraktiver machen. Geht alles nach den Vorstellungen der PlanerInnen, wird sein Anteil am Gesamtverkehrsaufkommen in den nächsten zehn Jahren auf 25 Prozent steigen. "Das ist ein ambitioniertes Vorhaben", räumt Felix Braz ein. Er ist aber überzeugt davon, dieses Ziel auch erreichen zu können. Schließlich habe das Verkehrsministerium selbst diese Vorgaben gemacht.

"Ouni Auto"-Alternativen fördern

Die EscherInnen legen noch eines drauf: Der Autoverkehr soll von 69 auf 57 Prozent gesenkt werden, bei insgesamt steigendem Autoverkehrsaufkommen. Wie das geht? Neben einem ausgebauten öffentlichen Transport, zu dem auch die verbesserte Anknüpfung des Schienenverkehrs sowie neue Erschließungen durch den Busverkehr zählen, wird die Innenstadt für Blechkisten künftig dichtgemacht. Auch das gebührenfreie Dauerparken im öffentlichen Straßenraum möchte die Stadt abschaffen. Großzügige Parkmöglichkeiten in Form von Park-

häusern und Kurzparkzonen sollen allerdings dafür sorgen, dass PendlerInnen und städtische BesucherInnen ohne Schwierigkeiten nach Esch gelangen können. Für AnwohnerInnen soll das "Parking résidentiel" eingeführt werden.

Selbst den in der luxemburgischen Verkehrspolitik sonst so oft vernachlässigten RadfahrerInnen ist in dem Arbeitspapier ein eigenes Kapitel gewidmet: Zehn verschiedene, aber miteinander verbundene Routen beinhaltet das neue Radwegenetz. Zu den Maßnahmen, welche die Stadt in diesem Bereich ergreifen will, gehört auch der Bau neuer Radfahrwege.

Trotz der vielen Eingriffe - Proteste von AutolobbyistInnen und Nimbys fürchtet die Stadt nicht. "Unser Plan sieht für alle Bereiche deutliche Verbesserungen vor", so Verkehrsschöffe Braz. Er ist sich sicher, dass Widerstand gegen die Veränderungen allenfalls von Einzelnen kommen wird.

Bis zur Umsetzung des Plans, deren Beginn für die Mandatsperiode 2000 bis 2005 vorgesehen ist und die in aufeinander aufbauenden Etappen bis 2010 erfolgen soll, wird die Stadt für Zustimmung werben. Das geschieht unter anderem in den "offenen Diskussionen" mit Betroffenen (AnrainerInnen, Geschäftsverband, Umweltgruppen etc.), die für die kommenden Tage und Wochen angesetzt sind. Die grundsätzliche Marschroute allerdings wollen die Verantwortlichen bis zur Gemeinderatsitzung am 7. November "klar haben". Dann nämlich wird das Budget für 2002 geplant.